MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage et de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-618** **10/08/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidature : 7 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste d'auditeur
Date limite de candidature : 06/09/2022

- 1 poste de gestionnaire de carrière et de proximité ressources humaines
Date limite de candidature : 26/08/2022

Institut Nationale de l'Origine et de la Qualité :

- 1 poste d'administrateur/ administratrice en systèmes de communication et réseaux
Date limite de candidature : 01/10/2022

Office Français de la Biodiversité :

- 1 poste d'hydrobiologiste et responsable assurance qualité
Date limite de candidature : 07/09/2022

- 1 poste d'hydrobiologiste
Date limite de candidature : 07/09/2022

L'Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chargé d'action
Date limite de candidature : 09/09/2022

- 1 poste de chargé de mission lutte Anti-fraude
Date limite de candidature : 11/09/2022

L'adjointe au sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

CHENAL Virginie

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Auditeur

Direction générale / Mission d'Audit Interne

N° appel à candidature : 20382	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation et prospective	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

- Placé directement sous la responsabilité du Responsable de la Mission, l'auditeur interne participe seul ou en équipe à l'ensemble des missions dévolues au service.
- L'exercice de la fonction d'auditeur interne se fait dans le respect des normes internationales et de déontologie professionnelle d'audit (Edition actuelle : 2017).
- Des formations complémentaires ou de perfectionnement dans les techniques de l'audit sont assurées à tout auditeur. En contrepartie, un engagement à exercer l'audit au minimum 36 mois au sein de la Mission est exigé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

- Contribuer à donner une assurance raisonnable à la Direction générale, aux Directeurs et à l'Agent comptable sur le niveau de contrôle interne et de maîtrise des activités, d'une part et d'autre part, sur la conformité du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) à la norme ISO 27001 : 2013.
- Préconiser des recommandations pour l'amélioration des dispositifs.

Missions et activités principales :

- Participer aux audits internes du programme annuel de la Mission d'audit interne et, éventuellement, à des missions hors programme.
- Assurer les différentes phases de réalisation de la mission : analyse du domaine, étude du périmètre, plan d'approche, vérifications par tests et enquêtes, (y compris des déplacements dans les services territoriaux en tant que de besoin).
- Documenter les différentes phases de la mission dans un dossier de travail conformément au guide de procédures et aux usages professionnels.
- Assurer les entretiens d'audit et les phases de validation avec les audités.
- Formaliser, dans un projet de rapport (dans le respect d'un modèle type), la synthèse des travaux réalisés au cours de la mission en proposant les recommandations nécessaires et en formulant une opinion d'audit.
- Participer à la présentation des conclusions et des recommandations en réunion de clôture.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des rapports précédemment réalisés.
- Mettre à jour le guide de procédures et assurer sa révision périodique.
- Participer à l'amélioration continue des compétences mutuelles des auditeurs internes (tutorat, échanges, formation interne, notes de synthèse, comptes rendus de réunions, …).

- Promouvoir le contrôle interne et la sécurité des systèmes d'information à l'occasion des missions d'audit.
- Formuler des conseils *a priori* dans les domaines du contrôle interne, de l'organisation ou de la sécurité des systèmes d'information.

- De façon générale, participer à tous les travaux inhérents à la fonction d'auditeur interne ou aux missions du service d'Audit interne, y compris répondre activement aux obligations professionnelles de formation continue spécialisée.

Relations fonctionnelles du poste

- Tous les membres de la mission d'audit (Chef du service et adjoint, auditeurs, secrétariat).
- L'ensemble des personnels des services audités, des services de l'Ordonnateur ou de l'Agence comptable : chefs de service, chefs d'unités, chefs de pôles, etc.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle interne et de l'audit interne (normes, méthodes et outils d'audit, …) ainsi que de la prévention et de la lutte antifraudes indispensables.
- Connaissances de l'organisation administrative, et de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public très appréciée.
- Connaissances et/ou appétence pour le système de management qualité (ISO) et/ ou pour la maîtrise de la sécurité des systèmes d'information appréciées.

Certification personnelle (IAP, CPAI, CIA, CISA, ISO, …) appréciée.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils Word, Excel, Access indispensable.
- Maîtrise/connaissance générale des outils de gestions informatisés (Applications Web, logiciels comptables, …) indispensable.
- Capacité à rédiger des écrits professionnels indispensable.
- Organisation d'une mission d'audit et travail en équipe indispensable.
- Strict respect du code de déontologie et des normes d'audit internationales.
- Curiosité, compétence professionnelle, diligence, esprit de synthèse, objectivité et rigueur dans la réalisation des travaux sont des qualités essentielles.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Certaines missions peuvent nécessiter des déplacements dans nos délégations nationales (Libourne).

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Laurent HUSS, Responsable de la Mission d'Audit Interne
Tél : 01.73.30.22.38 / laurent.huss@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire de carrière et de proximité ressources humaines

Secrétariat général/SRH/Pôle carrières

N° appel à candidature : 20406	**Catégorie :** B
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 18 - Ressources humaines	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article L332-2-2° du code général de la Fonction Publique), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1 000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 26 agents. Il en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

Le pôle carrière est plus particulièrement chargé de la gestion de carrière et de proximité des agents. Il gère l'ensemble des situations individuelles et des positions administratives des agents quel que soit leur statut. Il assure, notamment, le suivi des mobilités, des avancements et des promotions des agents.

Objectifs du poste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Placé(e) sous l'autorité directe de la cheffe du pôle carrières, le/la gestionnaire a la responsabilité de la gestion d'agents sous statut de fonctionnaire, sous statut unifié (statut inter-établissements) et d'agents contractuels (CDD, CDI) pour toutes les positions administratives.

Missions et activités principales :

Le/la gestionnaire assure la gestion de proximité et la gestion administrative d'un portefeuille d'agents (environ 400) de statuts différents en ce qui concerne les procédures individuelles et les procédures collectives impactant les agents gérés :

1/ les procédures individuelles :

- Assurer les formalités administratives préalables à l'arrivée des agents,
- Rédiger les contrats et éventuels avenants pour les agents non titulaires,
- Etablir les décisions individuelles et en informer les agents (avancement et promotion pour les agents du Statut Unifié, affectation, disponibilité, mise à disposition, temps partiel, congés maladie…),
- Actualiser les dossiers au sein du SI et dématérialisés des fonctionnaires à réception des arrêtés pris par le ministère en charge de l'agriculture, notamment pour ce qui concerne l'avancement d'échelon, l'avancement de grade et la promotion de corps,
- Etablir des attestations, des états de service, des certificats de cessation de paiement,
- Conseiller et informer les agents
- Mettre à jour les tableaux de bords du pôle carrière,

2/ Les procédures collectives :

- Suivi des campagnes de mobilité,
- Suivi des campagnes de promotions et des avancements (agents titulaires et agents du statut unifié)

Participer, le cas échéant, à la mise en œuvre des projets du Secrétariat général et des projets du service des ressources humaines de FranceAgriMer, particulièrement à l'occasion de la bascule du SI RH actuel vers celui du ministère en charge de l'agriculture (RenoirH).

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein du pôle carrières, relation avec les autres gestionnaires. Au sein du SRH avec tous les pôles

Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux. Relation avec les agents gérés (contact direct).

Le service des ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture (bureaux de gestion notamment) ainsi que ceux d'autres administrations (ASP, ODEADOM, INAO notamment).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Statut général de la fonction publique et statuts particuliers

Connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire et réglementaire

Des formations supplémentaires peuvent accompagnées la prise de fonction.

Savoir-faire / Maîtrise

Maîtrise des outils informatiques (SI RU et outils bureautiques)

Sens du travail en équipe

Goût du statutaire et du réglementaire

Rigueur, sens de l'initiative, autonomie

Goût des contacts

Réactivité- anticipation

Sens de la communication et de la maîtrise de soi

Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

- Formation supérieure de niveau BTS ou équivalent (bac+2) et expérience professionnelle réussie d'au moins trois années ;
- Expérience similaire dans un environnement public ou parapublic est vivement souhaitée.

Contraintes du poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

A compléter

LE FAUCHEUR Philippe - Chef du Service des ressources humaines
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 24 00

TERTEREAU Catherine - cheffe du pôle carrière
catherine.tertereau@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 21 65

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 26/08/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Siège - 12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil-sous-Bois Cedex

Administratrice / Administrateur en systèmes de communication et réseaux

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A ou B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Prise de poste à compter du 1er janvier 2023

Date limite de candidature : le 1er octobre 2022</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Au sein du Secrétariat général, le bureau des systèmes d'information est composé 6 agents répartis dans 2 pôles d'activités :
– le pôle étude et développement en charge du pilotage des projets de développement du SI ;
– le pôle infrastructure et exploitation en charge du maintien opérationnel des moyens techniques et de l'exploitation des équipements serveurs et réseaux.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent doit :
– garantir la disponibilité et le niveau de service permettant une utilisation efficace des systèmes d'information ;
– garantir la disponibilité des moyens de communications ;
– assurer la cohérence, l'efficience et la pérennité des systèmes d'information ;
– impulser et accompagner les évolutions de l'établissement par la mise en place d'infrastructure de communication adaptés aux métiers.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Sous l'autorité du responsable du bureau des SI, la mission de l'agent consiste à :
– définir les procédures de gestion et administrer les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux, pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité ;
– assurer la surveillance des ressources de télécommunication et la gestion courante de l'exploitation dans le respect des niveaux et engagements de service ;
– assurer la sécurité et la pérennité des systèmes d'information et de communication par la prévention, la définition et l'application de normes, ainsi que le contrôle des vulnérabilités ;
– assurer le maintien opérationnel des infrastructures de communication.

Il sera amené à :
– mettre en œuvre, administrer et maintenir les composants matériels et logiciels d'infrastructure (systèmes et outils, serveurs d'application, frontaux de communication, outils et architectures de sécurité…) ;
– installer et valider les nouveaux outils ;
– prévenir et prendre en charge les dysfonctionnements et les incidents d'exploitation (alertes, interventions de premier niveau, suivi) ;
– définir des objectifs généraux et des exigences de sécurité des systèmes ;
– définir et mettre en place les règles et procédures de sécurité ;
– gérer et appliquer la politique de sécurité élaborée par la structure ;
– suivre l'exploitation des systèmes et des outils de production ;</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">– documenter des processus de mise en œuvre, de mise à jour et d'exploitation des composants ;
– définir les spécifications techniques particulières pour la rédaction des cahiers des charges ;
– piloter les prestataires de service ;
– effectuer une veille technologique.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administration (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire), FranceAgrimer, services nationaux et territoriaux de l'INAO, prestataires de service.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td rowspan="2">– Méthodes, processus et standards utilisés par l'organisation
– Maitrise des principes d'architecture technique des systèmes de communication de l'information
– Connaissance des principes de performance et métrologie
– Maitrise des procédures, normes de sécurité informatique et standards d'exploitation
– Maitrise de l'exploitation des solutions de firewall
– Maitrise de l'exploitation des équipements de distributions et particulièrement de la marque Cisco
– Connaissance des applications et techniques de surveillance et d'exploitation
– Connaissance des marchés de l'offre informatique et des télécoms et sécurité</td><td>– Appliquer une règle de sécurité de communication
– Évaluer une situation et les risques inhérents
– Anticiper et alerter sur une situation à risque et son évolution
– Gérer une situation d'urgence
– Rédiger un document d'information de type documentation
– Utiliser ou mettre en œuvre un dispositif
– Assurer une veille/Rechercher une information technologique</td></tr>
<tr><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Monsieur Patrick MIGAULT– Responsable du bureau des Systèmes d'Information
Tél. : 01.73.30.38.40 - courriel : p.migault@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

(https://ofb.gouv.fr)

Hydrobiologiste et Responsable Assurance Qualité H/F

Référence : 2022/764

Affectation : Direction régionale Grand Est

Catégorie : A

Résidence administrative : Metz (57)

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/01/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Chef du laboratoire d'hydrobiologie.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 283 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L’Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l’environnement et de l’agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d’intervention et les 2 800 agents de l’Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l’Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l’Office s’appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l’environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l’OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s’exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

L’Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l’environnement et de l’agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d’intervention et les 2 800 agents de l’Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l’Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l’Office s’appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l’environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l’OFB (directions et délégations nationales) ;

- une échelle régionale où s’exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;

- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La Direction régionale Grand Est (10 départements) couvre 3 parties de grands bassins hydrographiques : Rhin-Meuse en quasi-totalité pour sa partie française (55%), Seine-Normandie (41%) et Rhône-Méditerranée (4%). Elle comprend une trentaine d'agents et se compose de 4 services : administratif, police, appui aux acteurs et mobilisation des territoires, connaissance (auquel est rattaché le laboratoire d'hydrobiologie).

Mission

Expertise technique

- Produire des données d'observations hydrobiologiques en régie, sous accréditation COFRAC, pour le paramètre macroinvertébrés (prélèvement, préparation des échantillons, détermination, archivage, saisie et validation de rapports d'essais),

- Dans le cadre de la surveillance DCE, validation des données hydrobiologiques produites par des sous-traitants privés et contribution à la cogestion des réseaux de surveillance des eaux de surface avec les agences de l'eau,

- Contribution à l'expertise locale ou nationale et à la mise au point des méthodes et outils en hydrobiologie : appuis ponctuels aux services de l'état, contribution aux GTs nationaux et AFNOR en tant qu'expert,

- Contribution aux autres activités du service connaissance (diatomées, phytoplancton, poissons, reconnaissances de stations, ...)

Assurance qualité

- Pilote le système qualité du laboratoire d'hydrobiologie et plus largement du service connaissance (ex : le cas échéant, intégration de l'élément de qualité « poisson » dans le système de management de la qualité), en lien avec le chef du laboratoire, du chef (ou adjoint) du service connaissance et l'échelon national de l'OFB (DSUED) pour la partie commune du système de management de la qualité,

- Contribution à la vie du système qualité : audits, revue de direction, essais inter-comparaison internes et externes, ...

Relations liées au poste

Relations internes :

- Services et opérateurs de l'Etat (Agences de l'eau, DREALs, DDTs, CEREMA, ...)

- Organismes de recherche et organismes techniques (IRSTEA, AFNOR, ...)

- Administration centrale (DGALN)

- Bureaux d'études, prestataires.

Relations externes :

- Direction régionale

- Direction du siège et services rattachés

- Services départementaux

- Réseaux des ingénieurs et techniciens des laboratoires d'hydrobiologie.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Connaissances avancées sur les milieux aquatiques.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance du système qualité ISO 17025

- Connaissance en hydrobiologie et hydroécologie

- Connaissance générale de l'environnement institutionnel

Savoir-faire opérationnel :

- Représenter l'Etablissement

- Conduire un projet et mobiliser une équipe

- Animer une réunion

Savoir-être professionnel :

- Autonomie

- Esprit d'initiative

- Capacité d'organisation, rigueur

- Sens des relations publiques et de la communication

- Qualités relationnelles et rédactionnelles.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Laboratoire sous accréditation COFRAC,

- Nombreuses sorties de terrain, en particulier pendant la saison estivale (contraintes de calendrier),

- Respect des règles de sécurité en rivière et en laboratoire,

- Analyse en laboratoire avec du matériel optique.

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/764/1/HYDROBIOLOGISTE-ET-RESPONSABLE-ASSURANCE-QUALITE-H-F)

OFB (https://ofb.gouv.fr)

Hydrobiologiste H/F

Référence : 2022/763

Affectation : Direction régionale Bretagne

Catégorie : B

Résidence administrative : Rennes (35)

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/01/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef de service connaissance

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 054 € et 2 795 € brut par mois).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Mission

Dans ce cadre, et en application de la circulaire relative à l'organisation des laboratoires d'hydrobiologie, le/a titulaire du poste, dans son domaine de compétences :

- contribue à la mise en œuvre des réseaux de mesures et à la production et bancarisation de données de qualité notamment sur GéoBretagne, sur le territoire régional, et plus largement sur la partie du territoire régional située sur le bassin Loire Bretagne,
- participe à la définition et à l'évolution du système qualité du laboratoire à des fins d'accréditation,
- maintient ses compétences au meilleur niveau possible afin d'être en mesure de suivre l'évolution des méthodes et des normes,
- peut apporter son expertise auprès des partenaires du service dans le périmètre régional,
- peut être amené à faire valoir son expertise dans des groupes de travail nationaux (en appui à la DR OFB) ou de bassin

---

Activités principales

Domaine de compétence principal (niveau accréditation) : Macro-Invertébrés

- Contribution à la définition et au suivi des réseaux de mesures de la qualité des eaux superficielles sur le territoire régional, et plus particulièrement sur le bassin Loire Bretagne
- Réalisation des prélèvements pour le paramètre : Macro-Invertébrés
- Réalisation des analyses, rédaction des rapports d'essais (si demandés) Macro-Invertébrés
- Validation des données produites, bancarisation des données notamment sur Geobretagne, interprétation et valorisation des résultats,
- Contribution au maintien de l'accréditation : rédaction des documents qualité, participation aux essais inter laboratoires, aux revues de direction et aux audits.
- Contribution au contrôle des prestataires des Agences de l'Eau
- Participation aux réunions de programmation annuelle et de validation des résultats

---

Relations liées au poste

Relations internes :

- Services départementaux et régionaux de la direction régionale

- Directions nationales (Direction de la Recherche et de l'Appui Scientifique, Direction de la Surveillance, de l'Évaluation et des Données)

- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail, réseaux internes

- Services régionaux connaissance d'autres directions régionales.

Relations externes :

- Services déconcentrés de l'Etat (DDT, DREAL), agences de l'eau

- Bureaux d'étude chargés des prestations en hydrobiologie

- Collectivités territoriales, Syndicats de rivières

- Experts nationaux et internationaux en taxonomie (centre de recherche, universités)

- Agence régionale de la biodiversité

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie B ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau bac minimum.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissances générales en écologie aquatique
- Connaissances techniques et scientifiques dans les domaines de compétences de l'agent (protocoles analytiques, détermination macro-invertébrés benthiques aquatiques)
- Maîtrise du fonctionnement des matériels mis à disposition
- Pratique de la démarche qualité
- Connaissance de la Directive Cadre sur l'Eau

Savoir-faire opérationnel :

- Capacités d'organisation – rigueur dans le travail
- Aptitude au travail en cours d'eau
- Maîtrise des outils informatiques généraux
- Maîtrise des procédures hygiène et sécurité
- Capacité à travailler sur le terrain et sous loupe binoculaire au laboratoire
- Savoir nager

Savoir-être professionnel :

- Esprit d'équipe.

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV

- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

POSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/763/1/HYDROBIOLOGISTE-H-F)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Chargé d'action (H/F)

Suivi de la masse salariale et effectifs

Localisation : Siège - Limoges

Statut : Fonctionnaire

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Contribution à l'élaboration du budget

Suivi mensuel des effectifs et de la valorisation financière

Conception et suivi d'indicateurs et tableaux officiels de pilotage et de données permettant de rendre compte

Analyse et interprétation des écarts entre la prévision et la réalisation

Alerte et propositions d'actions correctives

Contribution au pilotage de la masse salariale et du plafond et schéma d'emploi

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire. Elle gère des dispositifs d'envergure; imagine et construit les services publics de demain
• 36,6 milliards d'euros versés à plusieurs millions de bénéficiaires en 2021
• 2 200 agents et plus de 80 métiers tournés vers l'innovation
Vous rejoindrez la Direction des Ressources Humaines (DRH), qui constitue l'une des 3 directions du Secrétariat Général (SG) de l'ASP. La DRH est composée de 5 services dont le Service Ressources et Assistance qui a notamment en charge la mise en œuvre et le pilotage des assistances aux utilisateurs du SIRH Virtualia, la production d'indicateurs de réalisation et de prévisions d'effectifs et de masse salariale.

MISSIONS

Elaboration et suivi

- Suivi de la masse salariale mensuellement en lien avec les effectifs
- Suivi des projections d'effectifs afin de pouvoir faire des projections de masse salariale
- Elaboration de tableaux de bord avec des indicateurs
- Garantie du respect du schéma et plafond d'emploi
- Participation à la valorisation des données pour le budget, les commissions effectifs, le rapport social unique et la CIASSP
- Réponse aux demandes ponctuelles des directions, des corps de contrôles externes et du contrôleur budgétaire
- Participation aux travaux sur l'élaboration des tableaux de bord pour les autres Directions

CHAMP RELATIONNEL

- En interne : les Directions métiers, la Direction Financière Juridique et Logistique, la Direction de l'Organisation et de la Performance, le contrôleur budgétaire, les directions régionales pour les attributions de moyens humains.
- En externe : MSA, cour des comptes, la CIASSP

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des politiques de l'ASP de l'organisation des services
- Connaissance des systèmes d'information
- Connaissance de l'environnement des ressources humaines
- Connaissances budgétaires



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'analyse, de rigueur, de méthode et d'organisation
- Maitrise des outils bureautiques (Excel, Word et PPT)
- Capacités rédactionnelles : Savoir rédiger des notes structurées - Produire des statistiques descriptives
- Avoir des notions sur les bases de données (Référentiel, Occurrence, Requête, ...)
- Aisance avec les chiffres
- Réactivité et capacité d'initiative



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Mme Fadoua NAFAH, DRH/SRA Cheffe de service adjointe – Tél : 05.55.12.00.47 – fadoua.nafah@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT, DRH/SEEC Conseillère en recrutement, mobilité et formation – Tél : 05.55.12.00.56 - mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Chargé de mission Lutte Anti-Fraude

(H/F)

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire ou contractuel CDI

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac +3 à +4

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous aurez en charge la structuration de la lutte contre la fraude sur le champ des aides publiques gérées par la DIREEPS, avec des actions préventives, détectives et correctives. Vous contribuerez à la montée en compétence de la DIREEPS pour se prémunir de la Fraude et aiderez à positionner la direction en tant qu'experte vis-à-vis des décideurs publics qui lui confient la gestion de leurs politiques publiques. Vous contribuerez également à la capitalisation et au retour sur investissement de la lutte anti-fraude au sein de la direction, aux analyses de risque des dispositifs confiés à l'ASP en tant que de besoin, et aux réponses/suivi des audits.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie.... Vous intégrerez l'équipe de contrôle interne qui doit rendre compte de sa maîtrise des risques et plus généralement des modalités de mise en œuvre des politiques publiques sur son périmètre d'intervention, à de nombreux corps de contrôle externes (Cour des comptes, inspection Générale du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, Commission de l'Assemblée Nationale, etc.)..

MISSIONS

Maintenir et participer à l'amélioration continue du processus de lutte contre la fraude

- → Construire un lien rapproché et au fil de l'eau avec le chef de projet LAF du service en charge de la gestion des dispositifs
- → Garantir une maitrise du risque de fraude interne en identifiant les process les plus sensibles et leur sécurisation
- → Identifier, recenser et décrire des schémas de fraude récurrents rencontrés à l'ASP, ainsi que les moyens de maîtrise correspondants, à destination des acteurs internes ; initialisation et mise à jour
- → Détecter et anticiper les nouveaux schémas de fraude en assurant une veille ad hoc réalisées, formaliser les bilans
- → Contribuer au traitement par la DIREEPS des signalements de fraude avec une complexité particulière, être l'interface

Assurer une visibilité à 360 ° du niveau de risque de fraude

- → Donner un panorama du risque de fraude sur les dispositifs gérés par la DIREEPS ; initialisation et mise à jour ;

Ingénierie des risques

- → Participation aux travaux d'analyses de risques des aides publiques gérées par la DIREEPS, avec des actions préventives, détectives et correctives

Audits

- → Répondre et suivre les audits internes et externes

- Suivre et rendre compte de l'avancement du traitement des suspicions de fraude de manière panoramique sur les dispositifs gérés en s'appuyant sur les données des systèmes d'information ;
- S'attacher à automatiser des indicateurs d'alertes de suspicion de fraude, notamment en exploitant les analyses de lutte anti-fraude existantes ; rédiger le besoin, participer aux ateliers et procéder à la recette des outils mis à disposition (lac de données) ;
- Contribuer en continu à la maîtrise du risque de fraude notamment avec des communications régulières et la sensibilisation auprès du « grand public » interne ASP.



CHAMP RELATIONNEL

Positionné de manière transversale à l'ensemble de la direction, Vous serez en contact avec :

- tous les services et directions de programme de la DIREEPS
- les directions et services du siège
- les directions régionales de l'ASP
- les services des ministères mettant en œuvre les politiques publiques considérées
- les donneurs d'ordre de l'ASP

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance du référentiel de contrôle interne COSO
- Connaissance de l'environnement professionnel de la gestion d'aides publiques et de ses enjeux
- Connaissance des exigences liées au financement d'aides publiques par des fonds structurels ou d'investissements européens.



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'analyse
- Capacité de synthèse
- Bonne maîtrise des outils bureautiques, dont les tableurs
- Qualités rédactionnelles avérées
- Capacité à analyser des bases de données existantes
- Capacité d'initiative et force de proposition
- Créativité/Sens de l'innovation
- Capacité avérée de travail en équipe et en transversalité
- Aptitude à la négociation
- Qualités relationnelles
- Capacité à rendre compte et alerter



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Nicolas LEBRAUD
Tél : 05 55 12 00 64
mobilite@asp-public.fr
Conseiller mobilité carrière et formation
DRH - SEEC

Claire MAGNE
Tél : 05 55 12 09 96 / 07 64 25 70 43
claire.magne@asp-public.fr
Chargée de mission contrôle interne DIREEPS

Mission administrative et financière de la DIREEPS
DIREEPS-MAF@asp-public.fr
Mission RH de la DIREEPS